

Extrait du Rencontres Sociales

<http://rencontres-sociales.org/spip/spip.php?article3175>

Le deuxième stade de la crise

- Tribune -

Date de mise en ligne : jeudi 3 novembre 2011

Description :

Nous publions ici un texte de Dominique Taddei lors d'un débat au CEDETIM.

Rencontres Sociales

La nouvelle aggravation de la situation économique et sociale dans les pays développés, durant l'été 2011, marque l'entrée dans un second stade de la crise mondiale, qui avait éclaté 4 ans plus tôt. Ce nouveau stade est notamment caractérisé par les attaques spéculatives contre les dettes souveraines. Il conduit d'abord à revenir sur la nature profonde de cette crise, et conduit à admettre l'imprédictibilité de son évolution...

Ensuite, il mène à la nécessité de proposer des perspectives de moyen terme, à l'horizon des 5 ou 10 prochaines années (Dans ce débat, nécessairement pluraliste, nous nous situerons dans une perspective altermondialiste, proche de celle de G. Massiah dans son livre de 2010, même si nous serons amenés à le compléter ou l'amender sur différents points) ; enfin, il incite à proposer d'explicitier diverses urgences (En particulier, l'actualité conduit à préciser les termes de la bataille à venir sur la recapitalisation des banques européennes)

La nature de la crise contemporaine

Presque tout le monde admet aujourd'hui, bien au-delà des seuls rangs altermondialistes, le caractère systémique de la crise contemporaine. Encore reste-t'il à préciser ce qu'on entend par là et, d'abord de quel système on parle : la crise contemporaine est-elle celle du seul système économique et financier, qu'on pourrait analyser isolément des autres dimensions de la vie collective, les autres dimensions étant préservées ou, du moins, subordonnées, sans possibilité d'influence en retour, si bien que l'on pourrait s'en tenir à la seule analyse économique et en faire un sujet pour les seuls économistes ? Ou bien vise-t'on plus globalement un système, comportant toutes les dimensions de la vie en société ?

Même si l'économisme a encore la vie dure, aussi bien chez les néo-libéraux que chez les archéo-marxistes, il existe désormais un assez large consensus pour ne pas se cantonner à l'économie et à reconnaître le caractère multidimensionnel de la crise contemporaine : celle-ci est, de façon de plus en plus évidente, tout à la fois économique et financière, sociale, écologique, politique et géopolitique, d'où une crise morale et des valeurs, conséquente à toutes les précédentes.... On finit ainsi par parler de crise globale ou de civilisation. Mais, à partir de là les différents analystes n'accordent pas la même pondération à ces différentes dimensions, ce qui peut les conduire à des appréciations assez différentes sur les perspectives à venir et les issues possibles et souhaitables.

En effet, chacune des crises spécifiques à un sous-système particulier obéit à sa temporalité propre liée à des contradictions bien spécifiques : son degré de mûrissement, et donc d'urgence, n'est pas initialement le même, tant du moins que la crise de chaque sous-système n'entre pas trop fortement en résonance avec les autres. Pour simplifier une réalité d'une formidable complexité, on reprendra les 5 dimensions principales énumérées ci-dessus, mais il va sans dire que l'on pourrait aussi bien utiliser une typologie plus restreinte ou, au contraire, plus large, ne serait ce qu'en regroupant ou en subdivisant certaines des dimensions retenues :

La crise économique et financière est d'abord celle de l'économie d'endettement (Bien entendu, toute économie capitaliste (et autre) connaît des phénomènes d'endettement. Ce qui est ici visé, est le fait que l'endettement soit devenu le moteur principal de la croissance de la demande globale, faute de pouvoir d'achat salarial ou de vagues suffisantes d'investissement productif. Quant aux excédents extérieurs, il s'agit évidemment toujours d'une solution locale, qui a pour contrepartie le déficit d'autres pays et ne peut donc jamais suffire à assurer l'expansion de la demande globale. C'est, en ce sens que le cas allemand n'est évidemment pas exemplaire, sans même parler de leur inexorable implosion démographique.) : cette dernière est née, il y a environ 30 ans, dans un contexte d'érosion du leadership américain et de chocs pétroliers. Elle a été marquée par le triomphe de ce qu'on a appelé, de façon à

notre sens superficiel, le « néo-libéralisme », c'est-à-dire la libération sans règle des mouvements de marchandises et de capitaux, par delà les frontières nationales ou continentales (dans le cas d'unions douanières comme la Communauté européenne d'origine). Avancer que nous sommes en présence d'une crise économique plus profonde que celle de l'endettement est une hypothèse sans doute fondée : pour ce qui nous concerne elle vise au-delà de ses aspects financiers l'ensemble du processus de dérégulation entrepris dès les années 1970 et remet en question l'absence de contrôle des mouvements de capitaux et de marchandises. Aller encore au-delà dans la remise en question en considérant que la rupture actuelle atteint définitivement toute forme de capitalisme, constituant ainsi la crise finale de ce dernier, est une question qui demeure ouverte, d'autant plus qu'elle est récurrente... depuis les années 1850 (cf. la correspondance de K. Marx de cette époque).

La crise sociale est celle de l'inégalité croissante des revenus et surtout des patrimoines, d'une incontestable paupérisation relative et d'une précarisation du plus grand nombre. Dans les pays développés (*Dans les pays émergents, les inégalités s'accroissent également, du fait de la mondialisation dérégulée, mais le rythme de rattrapage est tel qu'il en résulte une amélioration, en termes absolus, de la situation du plus grand nombre, ce qui explique que les régimes politiques en place bénéficient depuis au moins une décennie d'une stabilité conséquente, que ce soit en Chine, en Inde, au Brésil, en Afrique du Sud, en Turquie, etc.*)

Ceci nous ramène en 30 ans, à gommer 60 ans de conquêtes sociales et à retrouver une situation objective néo-marxienne en termes d'antagonismes, si ce n'est de luttes, de classes. Sans doute, les frontières sociales ne sont plus exactement celles du XIXème ou même du XXème siècle : d'un côté, il faut distinguer de 90 à 99% des salariés, qui vivent essentiellement de la location de leurs force de travail, alors qu'1% perçoit principalement les profits de leur capital financier, intellectuel et/ou relationnel (*pour reprendre la célèbre analyse de P. Bourdieu*) (*Entre 1 et 10% des salaires peuvent être considérés comme hybrides, relevant dans des proportions variables des fruits du travail et des capitaux intellectuels et relationnels*) ; de l'autre, il faut observer la part de plus en plus restreinte des profits des entreprises, surtout petites et moyennes, qui pourraient servir à financer de nouveaux investissements productifs, au bénéfice des profits financiers, qui fournissent la base de toutes les spéculations.

La crise écologique est celle engendrée par un développement insoutenable, en termes de réchauffement du climat, de perte de la bio-diversité et, peut être encore plus, à court terme, par une chute dramatique de la reproduction de l'ensemble des espèces vivantes, y compris la notre, sur notre planète : c'est ainsi plus de deux siècles de productivisme, qui se trouve nécessairement remis en cause, l'idéal étant évidemment que la transformation de nos modes de production, de transport, de logement et de consommation s'effectue le plus rapidement possible et par une voie négociée, plutôt que trop tardivement et de manière brutale, imposée par de futures catastrophes et les angoisses collectives qu'elles ne manqueront pas de générer.

- ▶ La crise géopolitique est celle de la perte d'hégémonie du monde anglo-saxon. Cette hégémonie est pourtant vieille d'un quart de millénaire (*en 1752, la fin de la guerre de 7 ans assoit durablement la domination anglaise sur le monde ; la transition vers la domination nord-américaine s'effectue avec un minimum de turbulences durant l'entre deux guerres, du fait de la proximité culturelle entre les deux pays et leurs élites*). Mais la crise de cette hégémonie, il est vrai trop souvent annoncée prématurément dans le passé est désormais illustrée aussi bien par les terribles échecs de Bush que par la « (Jimmy)-cartérisation » de B. Obama. Ce que ni Napoléon Bonaparte, ni Bismarck, ni Staline ou Hitler n'ont réussi, s'impose progressivement du fait du rythme du rattrapage des pays émergents, en particulier asiatiques. Les conditions objectives d'antagonismes entre impérialismes déclinants et impérialismes émergents, aiguës par les déplacements des mouvements de capitaux, se développent à un rythme accéléré, d'une façon qui rappelle dangereusement le début du siècle précédent. Là encore, il vaudrait mieux acter rapidement de manière concertée un nouvel équilibre mondial (au sens où on parlait au XVIIIème siècle d'équilibre européen), avant que des conflits devenus incontrôlables ne l'imposent : rappelons que nous nous sommes à l'ère des armes nucléaires, chimiques et bactériologiques et de leur dissémination...

La crise politique est celle de la démocratie de délégation, vieille aussi de plus de deux siècles et de ses formes partidaires, un peu plus récentes, dont la primaire socialiste nous a donné un intéressant palliatif... De moins en

moins représentatives (il faudrait une conférence entière pour le disséquer) et nulle part réellement participatives (participer à quoi précisément ? Si ce n'est à l'ensemble des étapes, qui scandent le processus continu de décisions collectives), les formes anciennes de la démocratie s'usent, alors que ses aspirations fondamentales s'universalisent progressivement, en Europe, en Amérique, en Asie, comme désormais dans le monde arabe. C'est qu'une démocratie réellement coopérative, où tous les citoyens pourraient oeuvrer ensemble, avec les responsables élus (Et peut être pour une part tirés au sort, comme on le fait pour les jurés d'Assises, de façon à éviter une confiscation par les « carriéristes » de la politique), à toutes les étapes des activités collectives, est encore à inventer.

Chacun de ces sous-systèmes et leur crise respective interfèrent évidemment avec celle des autres sous-systèmes. On se contentera d'en proposer quelques exemples évidents :

- ▶ le premier se situe entre l'économique et le social : ce sont les dérégulations du « néo-libéralisme », s'appuyant sur les nouvelles technologies de l'information et de la communication qui ont renforcé le pouvoir de marchandage des facteurs mobiles (capital financier, mais aussi culturel et relationnel) sur les facteurs fixes (travail moyennement ou peu qualifié et capital fixe), dans la répartition des fruits de la croissance. Le creusement des inégalités de revenus et encore plus de patrimoine en est la conséquence directe (Parfois renforcée par une volonté délibérée du pouvoir d'Etat, via une fiscalité anti-redistributrice, notamment dans les pays anglo-saxons ou en France) ; en retour, celles-ci bloquent la demande solvable des ménages et, au-delà, les investissements productifs qui devraient en découler, ne trouvant des débouchés suffisants que par un recours de plus en plus démesuré à l'endettement, jusqu'au déclenchement de la crise actuelle.
- ▶ un deuxième exemple est l'interférence entre la libération des mouvements de capitaux et le basculement géopolitique en cours, qui nous ramène inexorablement à la montée des conflits entre les impérialismes déclinants (nord-américains et européens) et les impérialismes émergents (principalement asiatiques), qui caractérisent les périodes du capitalisme qui favorisent les mouvements internationaux de capitaux, comme ceux qui, il y a un siècle, précédèrent 1914.

On pourrait encore développer un autre exemple des interférences entre les différentes dimensions de la crise globale, quand face à une crise sociale pérenne, on ne sait répondre à la désespérance sociale que par le développement de politiques intérieures autoritaires, de type néo-orwélienne (*Ne serait ce que pour ces raisons l'emploi immodéré du qualificatif de néo-libéral est proprement mystificateur pour décrire des situations autoritaires dans l'ordre intérieur ou néo-impérialistes dans l'ordre extérieur.*).

ou encore quand les mouvements spéculatifs, notamment dans le domaine foncier s'accompagne du recul de l'état de droit, devant le crime organisé dans de nombreux pays, dont le nôtre ;
ou encore dans le saccage de la planète, entraîné par les placements spéculatifs, sans foi, ni loi...

Il résulte de l'interaction dynamique entre les crises de ces différents sous-systèmes que l'évolution globale du système planétaire comporte de nombreuses non-linéarités, qui rendent caduques les vieilles habitudes de prévision par extrapolation, qui supposaient au moins implicitement que les principales évolutions étaient linéaires. Or, nous sommes évidemment dans un moment de l'histoire de notre planète qui relève évidemment d'une approche en termes de chaos, qui n'est pas moins déterministe, mais qui l'est en des termes non prédictibles au-delà des prochaines années, et peut être même des prochains mois.

Si l'approche présentée jusqu'ici est correcte dans ses grandes lignes, l'action citoyenne doit se concentrer sur deux grandes tâches : d'une part, définir des perspectives de moyen terme (5 à 10 ans), capables de faire sens pour un nombre maximum de citoyens, à travers le monde ; d'autre part, se doter de propositions d'urgence, en particulier contre l'aggravation la plus immédiate de la crise, hic et nunc, qui est celle d'une vague de faillites bancaires en Europe.

Des perspectives pour l'action citoyenne :

Il nous faut, collectivement, des étoiles auxquelles accrocher notre charrue. Autrement dit, il nous faut donner du sens (c'est-à-dire à la fois une signification et une direction) à nos actions citoyennes journalières. Ceci ne relève plus, comme aux siècles précédents d'utopies, qui étaient comme autant de descriptions de futurs paradis sur terre. Par contre, il est possible de dessiner des perspectives crédibles dans quelques domaines fondamentaux, qui dessineront à l'horizon de la décennie un autre système global, dépassant les crises du système actuel. Pour cela, nous pouvons nous appuyer sur d'innombrables travaux collectifs menés sur tous les continents et qui ont été largement discutés durant ces premières années de la crise contemporaine, à travers internet et de nombreux forums sociaux. Il est évidemment impossible d'en rendre ici un compte rendu complet, mais nous voudrions insister sur deux ou trois des ces perspectives, le débat permettant éventuellement d'en approcher d'autres. Nous retiendrons donc d'abord « l'accès aux droits et l'impératif démocratique » (*A cet égard, nos idées sont proches de celles avancées par G Massiah dans son livre, proposant « une stratégie altermondialiste », particulièrement dans son chapitre 3*) ; ensuite, ce que pourrait être une nouvelle gouvernance mondiale ; enfin, nous chercherons à définir ce qui pourrait être un nouveau paradigme des échanges internationaux, sous le terme de « fair trade », qui subordonne ceux-ci à l'adoption de régulations efficaces contre les 4 grandes formes de dumping : monétaire, fiscal, social et écologique, Cette dernière approche pourrait avoir le mérite de rapprocher le bloc des « gauches de gauche », qui semble se fissurer entre tenants de la « démondialisation » et altermondialistes.

Tout cela, et bien d'autres perspectives, pourront faire l'objet de débats, soit oraux, soit ultérieurement par écrit. Mais l'histoire nous rattrape et je souhaiterais consacrer la troisième partie de cet exposé aux questions d'urgence.

L'urgence immédiate, la socialisation du crédit :

Ce n'est pas nous qui guidons l'actualité ! Or, l'agenda de ces jours-ci est dominé par les événements financiers : la reconnaissance de l'insolvabilité grecque (pour 50% de son montant nominal, ce qui paraît un pourcentage minimal) et sa traduction dans les bilans bancaires. Faute de s'être doté depuis 2008 des moyens anti-spéculatifs nécessaires - pour reprendre l'heureuse contre pétite d'Eva Joly « on a changé le pansement, plutôt que penser le changement » -, nous risquons de connaître dans les prochains jours le déchaînement de la finance, sans doute d'abord contre le Portugal et surtout l'Italie, en attendant d'autres pays de la zone euro, et peut être la France : dans la moitié de ceux-ci, il existe déjà une décote de quelques 10% de l'ensemble des créances, même les meilleures. Après la chute de Dexia, il a fallu reconnaître au niveau européen, que de nombreuses banques ne pourront pas résister à ces nouvelles et brutales dépréciations d'actifs, sans augmentation considérable de leur capital. Comme pour une bonne part d'entre elles, cette augmentation ne peut venir des financiers privés (lesquels seraient assez fous pour investir en ce moment dans les banques menacées de faillite, alors même qu'elles ne se prêtent même plus entre elles au jour le jour ?), c'est donc à nouveau l'argent public qui va être massivement sollicité, comme en 2008 : l'argent du public, alors même qu'on le pressure déjà, à travers des cures d'austérité simultanées, dont le premier effet évident - regardez les chiffres grecs ou britanniques - déclenche une nouvelle chute de l'activité et donc une aggravation des déficits et de l'endettement publics que l'on prétend ainsi combattre !

Le fait que le crédit soit un bien public - ce qui est indéniable - ne justifie en rien la récurrence des mesures de soutien sans contrepartie, qui ont permis de perpétuer les pratiques spéculatives, désormais déchaînées contre les Etats les plus faibles ! Une réaction massive de l'opinion doit donc se manifester dans les plus brefs délais. Il est urgent de populariser le slogan de la « socialisation du crédit », qui paraît faire consensus chez la plupart des économistes progressistes. En attendant de se généraliser, celle-ci devrait d'abord concerner tous les établissements faisant appel aux capitaux publics, avant qu'une loi ne vienne le généraliser dans les conditions propres à chaque pays.

Mais pour que cette idée, qui rompt avec la pratique déjà essayée en 2008 de nationalisation partielle et temporaire,

Le deuxième stade de la crise

s'impose et permette la mobilisation la plus large - sur ce sujet, on ne manquera pas d'alliés de circonstances -, il faut en préciser deux modalités essentielles, sans tomber dans une technicité, qui rebute évidemment le plus grand nombre :

- ▶ en premier lieu, la stricte séparation des activités commerciales et des activités spéculatives, sur le modèle réussi de Roosevelt, durant la Grande Dépression des années 1930 ;
- ▶ en second lieu, la mise en place auprès du directoire de la banque socialisée, d'un conseil de surveillance quadripartite (Cette proposition s'inspire de la loi de réforme des caisses d'épargne (loi Taddei du 31 juillet 1983) qui a permis de sauver celles-ci au début des années 80 du naufrage que venait de connaître leurs consœurs américaines) et qui a donné satisfaction, avant qu'une privatisation hautement idéologique ne les entraîne dans les difficultés que ce réseau a connu depuis lors.) , composée des représentants de l'Etat (avec une golden share, autrement dit, un droit de veto, puisque celui-ci est le garant ultime de son capital), les représentants élus des salariés de la banque, ceux des déposants et, enfin ceux des clients (ménages et entreprises). Les délibérations de ce conseil de surveillance auraient un caractère public.

On voit bien qu'il s'agit alors de créer une gouvernance innovante, visant à synthétiser les avantages de la banque nationalisée et de la banque coopérative, et qui justifie pleinement le terme d'établissement socialisé.